

Les producteurs agricoles du Kenya découvrent l'Internet



Des « kiosques d'information » dans les régions rurales permettent maintenant aux petits exploitants locaux d'obtenir des renseignements gratuits chaque jour sur les prix des produits de base.
(PRIDE AFRICA : Zack Lenawamuro)

2004-01-29

par Ken Opala

La ville de Karatina semble passablement éloignée de Nairobi, capitale du Kenya, où vivent 3 millions de citadins. Bien qu'il faille environ deux heures pour parcourir les quelque 100 kilomètres parsemés de multiples nids-de-poule séparant les deux villes, Karatina est le grenier de la capitale.

À l'aube, alors que la plupart des habitants du Kenya sont encore au lit, Peter Kimani se dirige vers le Marché central des exploitants de Karatina, le plus important marché de fruits et légumes de l'Afrique de l'Est, pour y écouler ses produits. Les oignons, les tomates, les choux et les avocats seront plus tard acheminés vers Nairobi, au marché de Wakulima. Avec ses quelque 10 000 marchands, celui-ci est considéré comme le plus important marché de gros de produits agricoles d'Afrique de l'Est.

Kimani est un petit exploitant du district de Kirinyaga, dans la partie centrale du Kenya, connu pour la fertilité de ses terres et l'abondance de ses pluies. Toutefois, la croissance de la population a entraîné une parcellisation des terres qui, à son tour, a provoqué une baisse de la productivité agricole. Père de trois enfants, Kimani gagne sa vie en vendant des fruits et des légumes dans la région métropolitaine de Nairobi. Il possède une acre de terrain. Il gagne peu : son revenu moyen est d'environ 5 \$US par jour.

« Les prix sont bas et cela n'a rien de nouveau » dit-il. Personne ne le conteste : les prix des produits horticoles au marché central de Karatina sont bas depuis longtemps. Pourtant, lorsqu'ils atteignent le marché de Wakulima, les prix auront augmenté d'environ 40 %.

Les intermédiaires, fléau des producteurs

Dans l'ensemble, les prix ne sont pas en baisse au Kenya. La saison mi-sèche mi-pluvieuse caractérisée par une hausse des approvisionnements n'est pas encore arrivée et le coût de la vie n'a pas varié depuis 1997, année où la Banque mondiale a interrompu l'aide de 205 millions \$US au

titre de l'ajustement structurel pour manifester son opposition à ce qu'elle considérait comme de la corruption et une mauvaise gouvernance. Selon Charles Mwita, surintendant des activités commerciales au marché de Wakulima, le problème vient de ce que « la plupart des producteurs ne sont pas au courant des prix en vigueur. Les fruits et légumes arrivent des districts ruraux; les producteurs de ces districts ne peuvent pas fixer les prix parce qu'ils ne livrent pas leur production ici. »

Les difficultés éprouvées par Kimani n'ont rien d'étonnant. Il compte parmi les milliers de paysans exploités par les intermédiaires et les revendeurs qui savent bénéficier de l'ignorance des producteurs sans défiance. « Ils exploitent les producteurs agricoles depuis longtemps » affirme Edith Adera, spécialiste de programme travaillant dans le cadre de l'initiative [Acacia](#) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), à Nairobi.

Adera fait partie d'une équipe de chercheurs participant à un projet destiné à améliorer les moyens de subsistance des producteurs agricoles grâce à une augmentation des prix et de la productivité. Le projet a été baptisé [DrumNet](#), un mot qui a une connotation à la fois historique et culturelle. Avant que les technologies de la radio et du téléphone ne viennent bouleverser les modes de vie africains au début des années 1960, peu avant l'accession à l'indépendance, le tambour (en anglais *drum*) était l'instrument utilisé pour transmettre les nouvelles au sein d'une collectivité, ou d'une collectivité à une autre. Quant à « Net », il s'agit d'une abréviation de Internet, la technologie la plus récente pour canaliser les courants d'informations partout dans le monde.

www. se substitue au battement du tambour

« En Afrique, le tambour était utilisé pour transmettre des informations sur des sujets comme des funérailles ou un incendie », déclare Adera. « Nous passons maintenant du tambour à l'Internet, du tambour africain à la technologie la plus récente. »

Les chercheurs croient que la prestation de services financiers, de services de marketing et de services d'information aux paysans améliorera leur accès aux marchés et leur capacité de prendre des décisions éclairées en matière de commercialisation. Tout cela devrait, en dernier ressort, influencer sur l'efficacité générale des marchés et faire reculer la pauvreté. DrumNet projette d'offrir à ses membres une gamme de services payants comme des liens avec le marché, des informations en temps réel sur les coûts de certains produits, la coordination du transport des fruits et légumes, des achats groupés de machines agricoles et des informations sur les méthodes d'exploitation agricole de pointe.

Parrainé par le CRDI, ce projet a pour but de mettre en évidence le lien entre la prestation de services et de renseignements commerciaux aux petits exploitants et l'augmentation des prix du marché, des revenus agricoles et des revenus des ménages. Selon Adera, DrumNet ouvrira des perspectives liées aux marchés d'exportation. Les exploitants agricoles n'ont actuellement aucun accès aux marchés de l'Afrique de l'Est parce que ce sont les intermédiaires qui, souvent, déterminent les prix. « L'objectif à long terme de DrumNet, dit-elle, est d'étendre le réseau à l'ensemble du Kenya et de l'Afrique de l'Est. » En fin de compte, il appartiendra aux chercheurs d'évaluer l'impact économique des services sur les membres du réseau.

Kiosques d'information

DrumNet est un projet de l'organisation non gouvernementale [PRIDE AFRICA](#) d'une valeur de 300 000 \$CA. Il a été élaboré avec la participation du CRDI, de l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi, du Center for Basic Research in the Social Sciences de l'université Harvard et du Department of Economics and International Affairs de l'université

Princeton. Des chercheurs de Harvard et de Princeton ont conçu le projet et celui-ci sera mis en œuvre par l'IDS au cours de l'année 2004.

Adera souligne que DrumNet a établi des « kiosques d'information » dans les régions rurales du district de Kirinyaga, dans le Kenya central, pour permettre aux petits exploitants locaux d'obtenir des renseignements gratuits chaque jour sur les prix des produits de base. Chacun de ces kiosques est équipé d'ordinateurs offrant des informations sur l'évolution des prix de détail, de gros et d'exportation à un groupe représentatif de producteurs agricoles qui collaborent au projet de recherche.

DrumNet a également installé des bureaux au Marché central des exploitants agricoles de Nairobi et à Karatina. Les adjoints de recherche et les courtiers de renseignements gèrent ces bureaux et vont chaque jour s'enquérir des prix des produits de base, lesquels sont enregistrés sur l'Internet et sur les tableaux d'affichage dans les bureaux. « Comme il serait facile pour les courtiers de renseignements de ne pas se montrer trop scrupuleux, ils sont assujettis à un code de déontologie astreignant », explique Adera.

Aux dires de Vince Groh, directeur du projet, le premier groupe de 180 producteurs agricoles a été établi en se fondant sur certaines caractéristiques, comme la taille de l'exploitation, le niveau des revenus et les produits cultivés. Mais dès la fin de l'année, l'échantillon sera élargi à 500 exploitants sélectionnés aux quatre coins du district de Kirinyaga. DrumNet travaillera également avec un groupe spécial d'agriculteurs qui participeront à une expérimentation suivie attentivement jusqu'en 2004. « Suite à une sélection aléatoire, ces exploitants feront partie soit du groupe étudié, soit du groupe de contrôle. DrumNet commencera à communiquer avec les membres du groupe étudié et à offrir des services à ceux qui acceptent de participer à l'expérience. Les membres du groupe de contrôle ne seront pas informés des activités de DrumNet et ne seront pas autorisés à bénéficier de ses services. »

Au cours de la recherche, les exploitants — dont Peter Kimani — feront l'objet d'une observation régulière où l'on enregistrera toute variation — positive ou négative — de leur productivité et de leurs revenus. Au bout d'un an, tous les exploitants participants subiront une entrevue pour déterminer les variations de productivité, de prix et de revenus.

Un événement lourd de conséquences

Dans le contexte du Kenya, le recours à l'Internet pour déterminer l'évolution des prix et permettre aux petits exploitants agricoles d'en tirer profit est un événement sans précédent. Pourtant, l'expérience a déjà été couronnée de succès en Ouganda et en Zambie.

L'Internet a été introduit au Kenya en 1993 grâce à un projet financé par le Centre africain régional d'informatique (African Regional Centre for Computing, ou ARCC). Les services commerciaux d'Internet sont apparus il y a à peine un an, mais ils ont eu un impact important sur la vie quotidienne des 700 000 Kenyans qui y ont accès. Compte tenu du fait que le pays compte 30 millions d'habitants, cet accès demeure limité. Dans les régions rurales en particulier, cette technologie est rarement accessible. Même là où on y a accès, beaucoup de gens, généralement des producteurs agricoles, ne peuvent en bénéficier.

Pour Kimani et les autres producteurs agricoles du pays, DrumNet est un événement historique. L'ignorance les a toujours obligés à vivre dans des conditions déplorables et à se laisser enfermer dans un cercle vicieux d'exploitation. En raison d'une mauvaise gestion économique et de politiques maladroites, le secteur agricole n'a cessé de s'enliser depuis deux décennies. Au cours de la décennie 1964-1974, l'agriculture représentait en moyenne 36,6 % du PIB du Kenya. Selon le

Plan de développement national 1997-2001, ce pourcentage est passé à 33,2 % au cours des années 1974-1979, à 29,8 % de 1980 à 1989, et à 26,2 % entre 1990 et 1995. Les subventions et les programmes de prêts qui ont eu un effet de stimulation pendant les années 1970 et qui ont fait du secteur de l'agriculture le plus gros employeur n'existent plus. Et l'ensemble de l'économie est aux prises avec une récession.

Le prix de l'exploitation

« Les petits exploitants agricoles tendent à être exploités parce qu'ils n'ont pas les moyens de se procurer certains équipements : leur production est limitée et les frais afférents à la recherche de meilleurs marchés pour leurs fruits et légumes sont trop élevés », déclare Adera. Pour les producteurs kényans, le cercle vicieux est lié au fait qu'ils ne disposent pas de ressources suffisantes pour acheter les graines, les engrais ou les appareils requis, et aussi à la faiblesse des prix. Il s'explique aussi par les abus des intermédiaires et des revendeurs locaux : des recherches appuyées par le CRDI ont permis d'établir que ceux-ci retiennent en moyenne un quart de la valeur de la production des exploitants agricoles au cours du transport et de la mise en marché entre la ferme et l'acheteur en gros : les produits passent généralement entre les mains de 3 ou 4 intermédiaires avant d'arriver à l'étal.

Comme l'Internet permet d'établir des liens directs entre producteurs et consommateurs, l'exploitant agricole devrait pouvoir obtenir plus pour sa production. « On s'attend à ce que les membres de DrumNet voient leurs revenus augmenter grâce à leur participation à ce projet », explique Adera. Si on parvient à démontrer clairement que ces liens augmentent les revenus des exploitants, on aura un appui solide pour assurer l'expansion du réseau DrumNet aux autres régions du Kenya et le développement d'organisations semblables.

« Nos services visent à accroître la productivité des cultures commerciales porteuses, notamment celles qui offrent un potentiel d'exportation », affirme Groh. Ils contribueront à supprimer le rôle des intermédiaires, qui retiennent plus de 23 % des prix de gros. L'emballage, le triage, les frais d'accès au marché et le transport représentent un autre 14 % des prix. « Nous contribuons à alléger ce problème » précise Groh. « Ne connaissant pas les prix des produits et à défaut de pouvoir accéder à des services de marketing efficaces, les exploitants agricoles n'ont pu retenir que 63 % des recettes. Si on ajoute à cela la faible productivité de leurs exploitations, il n'est pas étonnant que les agriculteurs soient pris au piège d'un cycle de pauvreté pernicieux. »

Le changement n'est jamais facile. Mais les chercheurs de DrumNet espèrent que, une fois complété, ce projet leur permettra de mieux connaître la productivité des exploitants et de faire reculer la pauvreté. Pour un pays aussi pauvre que le Kenya, dont le revenu par habitant est inférieur à 270 \$US, DrumNet est une révolution.

Ken Opala est un journaliste kényan qui s'est vu décerner la Médaille d'or du Prix Natali 2003 — un des prix les plus prisés dans le monde du journalisme. Il a également obtenu le prix régional d'Afrique 2003 de l'Association internationale des journalistes.

Renseignements

Edith Adera, spécialiste de programme principale, Acacia, Bureau régional du CRDI pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, CP 62084, Nairobi, Kenya; tél. : 254-20-271-3160/61; téléc. : 254-20-271-1063; courriel : eadera@idrc.or.ke

Vince Groh, directeur du projet, DrumNet, CP 39320, Nairobi, Kenya; tél. : 254-20-722-589-652; courriel : vgroh@drumnet.org